

13e anniversaire de l'invasion criminelle de l'Irak

Hors d'Irak et de Syrie! Non au recours à la force pour résoudre les conflits!

Le 19 mars est le treizième anniversaire de l'invasion de l'Irak par les États-Unis et leurs alliés. C'est également le cinquième anniversaire du bombardement de la Libye par les États-Unis et leurs alliés. En cette occasion, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) lance l'appel à tous à se joindre aux actions qui ont lieu dans plusieurs villes du Canada et à rejeter le recours à la force des impérialistes américains et du Canada en ce moment contre les peuples du Moyen-Orient. Aujourd'hui la position du Canada est d'envoyer des armes à l'Arabie saoudite à utiliser contre la population et de financer des groupes terroristes qui n'ont rien à voir avec une opposition politique légitime. Il participe à la destruction d'États laïques et modernes et aide à soumettre les peuples à la domination impérialiste étrangère.

L'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 a été déclenchée suite à une campagne orchestrée de désinformation des États-Unis qui ont envoyé leur secrétaire d'État, Colin Powell, présenter une preuve fabriquée pour « prouver » que le gouvernement irakien possédait des armes de destruction massive. Le spectacle donné par Powell à l'ONU visait à entraîner le monde dans un faux débat à savoir si l'Irak représentait une menace à la sécurité mondiale en même temps que les États-Unis préparaient leur campagne terroriste de « choc et de stupeur » pour s'emparer du pays par la force. Les États-Unis n'ont jamais reçu l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU pour procéder à la destruction de l'Irak et s'emparer du Moyen-Orient.



Windsor, le 12 avril 2003

Le bombardement de la Libye en 2011 s'est fait sous le sceau de l'autorisation d'une zone d'exclusion aérienne donnée par le Conseil de sécurité de l'ONU à partir de fausses allégations lancées par de soi-disant organisations de droits humains au sujet du gouvernement libyen et de son dirigeant. Cela visait le même objectif : préparer le terrain à une invasion et à un changement de régime.

La destruction que les impérialistes américains et leurs « coalitions » ont causée en Irak et en Libye démontre qu'avec ou sans le Conseil de sécurité de l'ONU, la question est de défendre les droits de toutes les nations à l'autodétermination et de s'opposer au recours à la force pour résoudre les conflits dans les affaires internationales. Les États-Unis ont recours à la terreur et à la force militaire, avec ou sans l'approbation du Conseil de sécurité, pour atteindre leur objectif de dominer et de mater ceux qui refusent de se soumettre à leur diktat. À sa grande honte, le gouvernement libéral semble vouloir aider les États-Unis à recevoir l'approbation de l'ONU pour leurs actions futures, notamment en essayant d'obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, plutôt que de prendre position contre le recours à la force dans les affaires internationales.

Les Canadiens et les Canadiennes ont exprimé leur volonté que le Canada ne soit pas un facteur de guerre et d'agression dans le monde en infligeant une défaite cuisante au gouvernement conservateur de Stephen Harper à l'élection de 2015 et ils maintiennent la même position aujourd'hui face au gouvernement libéral. Tous peuvent voir que la réalisation de paix mondiale ne peut pas être laissée dans les mains des grandes puissances et des impérialistes.



Halifax, le 25 octobre 2003

Aujourd'hui, plutôt que de reconnaître que la destruction de l'Irak et de la Libye n'a causé qu'insécurité, bains de sang et déplacement de populations sur une échelle inégalée, plutôt que de présenter des excuses solennelles pour les dommages causés et offrir des réparations, le Canada emboîte le pas aux États-Unis qui aggravent la situation en déployant leurs forces spéciales en Syrie et en Irak dans le seul objectif d'enlever aux peuples de ces pays la possibilité de trouver une issue à la situation qui leur est favorable.

En cette occasion, le PCC(M-L) appelle les Canadiens et les Canadiennes à poursuivre leurs actions contre la guerre et à exiger que le Canada retire ses troupes de l'Irak et ne touche pas à la Syrie et à la Libye !

19 mars, 13e anniversaire de l'invasion de l'Irak

Journée d'action contre la guerre

Montréal

**Rassemblement:
Non à la guerre! Oui à la paix!**

13h



Complexe Guy-Favreau
200 boulevard René-Lévesque ouest
Station de métro Place d'Armes ou Place des Arts

Facebook

Halifax

14h

1888, rue Brunswick
(devant les bureaux du député libéral Andy Fillmore)

[Facebook](#)

Ottawa

Non à la guerre, Canada hors d'Irak et de Syrie

13h

Ambassade des États-Unis, York et Sussex

[Facebook](#)

Toronto

**Arrêtez la guerre. Ramenez les troupes.
Arrêtez l'islamophobie.**

13h

**STOP
THE
WAR**

Bring the Troops Home Now
Stop Islamophobia

Rally and Picket At the office of MP Chrystia Freeland
344 Bloor St W (near Spadina)

Saturday, March 19 | 1:00 p.m.



Toronto Coalition to Stop the War

**Rassemblement et piquet devant le bureau de la ministre du
Commerce international Chrystia Freeland**

344 rue Bloor Ouest.

[Facebook](#)

Sudbury

Piquet pour la paix

Midi

Rainbow Centre Mall, 40 rue Elm

[Facebook](#)

Windsor

**Non aux guerres de terreur menées
par les États-Unis !**

11h à midi

Windsor Market, coin Ottawa et Walker

Régina

Rassemblement pour la paix en Syrie et en Irak

13h

Regina City Hall Peace Fountain

Edmonton

**Le Canada a besoin d'un
gouvernement antiguerre !
Canada, hors de l'Irak et de la Syrie !**

Midi

Devant le Farmer's Market

83e avenue entre la 103e et 104e rue

Facebook

Vancouver

Mettons fin à la mission militaire en Irak

14h

Waterfront Station, Cordova et Seymour

Facebook



Candidature du Canada pour le Conseil de sécurité de l'ONU

**Des arguments intéressés pour un siège
au Conseil de sécurité**

Le 16 mars, aux Nations unies, le gouvernement libéral a annoncé sa candidature au poste d'un des cinq membres non permanents du Conseil de sécurité de l'ONU en 2021. Le premier ministre Trudeau a tenu une rencontre au siège des Nations unies à laquelle tous les États membres de l'ONU ont été invités de même que les représentants de la presse et les Canadiens qui travaillent à l'ONU.[1]

Dans leur plate-forme électorale, les libéraux se sont engagés à « rétablir le leadership du Canada sur la scène internationale ». Dans cette plate-forme, il était suggéré que cela signifie que le Canada doit se concentrer sur les « missions de paix » avec les Nations unies ou d'autres organisations multilatérales (c'est-à-dire l'OTAN). Cela était nécessaire parce que les conservateurs de Harper avaient « tourné le dos aux institutions multilatérales » et « affaibli notre armée, nos

services diplomatiques et nos programmes de développement », disaient les libéraux.

Les remarques officielles de Trudeau sur la candidature n'ont pas été rendues publiques mais selon les rapports de presse il a parlé du « respect des droits de la personne et de l'attachement envers la diversité et l'inclusion » qui, a-t-il dit, sont au cœur de la définition que le Canada a de lui-même. « Ces valeurs fondamentales non seulement mènent à une plus grande égalité entre les citoyens mais jouent également un rôle crucial pour assurer la paix et la sécurité au sein des nations et entre les nations », dit le premier ministre. Il a aussi parlé du rôle du Canada dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU comme étant l'expression de l'engagement du Canada envers les droits humains. « Nous sommes déterminés à revitaliser le rôle historique du Canada en tant que contributeur clé au maintien de la paix par les Nations unies et à aider à



l'avancement des efforts actuels de réforme », a-t-il dit. Les efforts de réforme dont il est question sont les initiatives du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, telles que reprises par le président des États-Unis Barack Obama. Il s'agit de réformer les opérations de maintien de la paix de l'ONU, qui deviennent des opérations de création de la paix, afin d'obtenir l'approbation de l'ONU pour une intervention militaire en violation de la Charte de l'ONU.

Trudeau a lui-même adopté le langage des « opérations de paix », déclarant que « ... le Canada va augmenter son engagement dans les opérations de paix, pas seulement en rendant disponible notre expertise militaire, policière et spécialisée, mais aussi en appuyant les institutions civiles qui préviennent le conflit, apportent la stabilité aux États fragiles et aident les sociétés à se remettre d'une crise ».

Le ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion y est allé de ses propres remarques suite à la présentation de Trudeau. Il a dit: « Dans ce monde secoué par l'instabilité, les conflits et la méfiance, le Canada a la mission de prouver l'universalité de la conviction du premier ministre: nous sommes forts, non pas en dépit de notre diversité, mais à cause de celle-ci. »

Il a dit que partout où il va, les gens demandent que le Canada s'engage davantage: « C'est ce que le premier ministre, moi-même et d'autres ministres Canadiens entendons partout où nous allons, que ce soit au G20, à COP 21, à l'OTAN, au Sommet du Commonwealth, au Forum de haut niveau sur la Somalie, au Conseil des droits de l'homme de l'ONU ou à la coalition mondiale contre l'EI. » Engagé à faire quoi et dans quel but, Dion ne l'a pas précisé.

Dion a évoqué des moments sélectionnés de l'histoire du Canada pour présenter une image idéalisée du rôle du Canada dans les affaires internationales, ce qui est censé prouver que le Canada mérite un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. « Du leadership de Lester B. Pearson pour résoudre la crise de Suez, à la détermination de Brian Mulroney dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, à l'action décisive de Jean Chrétien pour l'interdiction des mines anti-personnel et des armes à sous-munitions et pour la création de la Cour pénale internationale, le Canada a joué un rôle crucial. Aujourd'hui, nous avons besoin de mettre notre épaule collective à la roue une fois de plus. »

Le discours de Dion était orienté de façon à dire qu'au Canada, tout est merveilleux et que le

Canada a le devoir moral d'apporter son expérience au monde. « Nous ferons ce qui est nécessaire pour appuyer la communauté internationale, à partir de notre expérience à bâtir une société pacifique et résiliente au Canada; en luttant bravement pour la justice et la sécurité à l'échelle mondiale; en promouvant l'assistance humanitaire, le développement, la formation et la capacité de bâtir et en protégeant l'égalité des genres et tous les droits humains. Nous voulons obtenir un siège au Conseil de sécurité précisément parce que le monde en est à un moment où il y a un besoin pressant de prévenir l'extrémisme violent, de gérer les conflits et de répondre aux crises humanitaires. Nous savons que le Canada peut faire une différence », a-t-il déclaré.

Note

1. Selon la Charte des Nations unies, la responsabilité première du Conseil de sécurité est le maintien de la paix et la sécurité internationale. Il est composé de 15 membres, cinq permanents et dix temporaires. Chaque membre a un vote bien que les membres permanents (les États-Unis, le Royaume-Uni, la République populaire de Chine, la Fédération de Russie et la France) peuvent opposer un veto aux décisions du Conseil. Sous la Charte des Nations unies, tous les États membres sont obligés de se conformer aux décisions du Conseil. Le Conseil de sécurité peut recourir à l'imposition de sanctions et a autorisé le recours à la force pour « maintenir ou restaurer la paix et la sécurité internationale ».

Le Conseil de sécurité recommande aussi à l'Assemblée générale la nomination du secrétaire général et l'admission de nouveaux membres aux Nations unies. De concert avec l'Assemblée générale, il élit aussi les juges à la Cour internationale de justice.

Les élections au poste de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies ont lieu en juin lors de l'Assemblée générale des Nations unies, tenue au siège des Nations unies à New York. Les élections sont décalées, chacune allouant cinq des dix sièges non permanents au Conseil de sécurité pour des mandats de deux ans. Les groupes régionaux des États membres de l'ONU sont l'Afrique, l'Asie-Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, l'Europe de l'Est. Le Canada est considéré comme faisant partie du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États qui a deux sièges. Le Canada a détenu un siège au Conseil de sécurité six fois. Son dernier terme était en 1999-2000.



Non à la promotion de l'internationalisme impérialiste néolibéral

- Sam Heaton -

Pour convaincre les Canadiens et les Canadiennes qu'il fait quelque chose de valable dans le monde, le gouvernement Trudeau propose l'internationalisme impérialiste néolibéral comme base du «maintien de la paix» et de la «création de la paix». Depuis la Deuxième Guerre mondiale à aujourd'hui, aucun gouvernement canadien n'a agi pour défendre la démocratie et établir un ordre international favorable aux intérêts des peuples, que ce soit au Conseil de



sécurité de l'ONU ou dans d'autres instances internationales.

C'est sans déroger à la tradition que le 16 mars, au quartier général de l'ONU à New York, le premier ministre Justin Trudeau a annoncé la candidature du Canada pour un mandat de deux ans comme membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU à compter de 2021. Dans un communiqué du bureau du premier ministre on apprend que « le Canada s'engage à jouer un rôle positif et constructif dans le monde afin de faire valoir les intérêts du Canada et contribuer de façon importante à la résolution de défis à l'échelle mondiale ». Le Canada va « élargir sa contribution au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Un monde pacifique est aussi un monde plus sûr et plus prospère pour le Canada », dit le communiqué.

Derrière l'effort pour accroître le rôle du Canada au Conseil de sécurité de l'ONU et au sein d'autres instances internationales se trouve la crise de l'internationalisme impérialiste néolibéral. Le gouvernement libéral pose sa candidature pour un siège au Conseil de sécurité pour tailler une place pour le Canada dans le système impérialiste d'États tel qu'il existe aujourd'hui. L'équipe de politique étrangère du premier ministre et les groupes d'experts qui lui sont associés admettent qu'il y a une crise de ce qu'il appelle l'« isolationnisme » du gouvernement Harper et que les solutions proposées dans les années 1990 ont échoué. S'adressant au Conseil de sécurité de l'ONU le 16 mars, le ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion a dit qu'« il est temps pour notre pays de privilégier l'engagement à l'isolement » et que le Canada veut un siège au Conseil de sécurité « précisément en ces temps où le monde a un urgent besoin de prévenir l'extrémisme violent, de gérer les conflits et de répondre aux crises humanitaires ».

Mais qu'y a-t-il de nouveau dans ce que le gouvernement libéral offre aujourd'hui par rapport à ce qui existe et comment va-t-il faire du Canada une force pour la paix dans le monde ?

Le libéralisme a ses origines dans le capitalisme du laissez-faire, du XIXe siècle. Il est devenu totalement pragmatique au XXe siècle, notamment après la Deuxième Guerre mondiale, épousant la cause des « peuples d'expression anglaise » dans une campagne contre le progrès et le communisme. Le sabotage du front uni antifasciste par les puissances anglo-américaines et l'adaptation des théories géopolitiques des hitlériens à leurs propres objectifs ont mené à la création de l'OTAN et à la Guerre froide qui a pris pour cible première les mouvements émancipateurs des peuples et des travailleurs du monde réclamant leurs droits. La théorie géopolitique de la « terre du milieu » selon laquelle celui qui contrôle les Balkans et l'Europe de l'Est contrôle l'Europe et celui qui contrôle l'Europe domine l'Asie et du monde s'est accompagnée de la théorie des dominos, un concept archi-pragmatique selon lequel le refoulement du communisme et des mouvements de libération nationale justifient les crimes haineux commis contre les peuples qui ont voulu affirmé leur droit à l'autodétermination.

Dans ce cadre-là, le Canada a fait siennes les visées des impérialistes américains, se présentant comme l'intermédiaire honnête bien que complètement à la disposition des visées géopolitiques. C'est aussi dans ce contexte que le Canada a joué un rôle de maintien de la paix, mais dans la mesure où il ne parlait pas de la reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination et adhérait à l'alliance militaire agressive qu'est l'OTAN, il ne pouvait pas contribuer à la paix et à la sécurité dans le monde. Avec la fin de la division bipolaire du monde en 1989-1991, le rôle du Canada et le caractère de l'internationalisme impérialiste néolibéral ont été davantage exposés. Les hauts lieux de la politique étrangère libérale ont donné naissance à des théories encore plus dangereuses, comme la « responsabilité de protéger » dont les prétendus succès en Yougoslavie, en Somalie, en Haïti et en Libye n'ont fait en réalité qu'étendre la guerre, le chaos et la destruction à d'autres pays, bloqué la résolution des problèmes nationaux et régionaux et blâmé les peuples eux-mêmes pour la mort et la destruction qui se sont abattues sur eux.

Le syndrome de persévération n'a pas meilleur exemple que cette volonté de ramener des théories

échouées du passé pour défendre des intérêts géopolitiques étroits aujourd'hui. La catastrophe infligée à la Libye et les graves dangers de guerre qui existe à l'échelle planétaire ont donné à réfléchir aux cercles dominants et à leurs théoriciens de l'internationalisme impérialiste néolibéral, bien qu'ils persistent à refuser toute responsabilité pour les crimes commis en son nom. Aujourd'hui ils disent tous avoir appris leur leçon. Faisant la preuve que la théorie discréditée n'est jamais soutenue par la pratique, le ministre de la Défense Harjit Sajjan dit qu'avant de décider d'intervenir en Libye encore une fois, le gouvernement canadien doit « examiner les leçons apprises de l'expérience du Canada en Afghanistan ». Les gourous de la politique étrangère libérale disent que l'intervention en Libye est « problématique du point de vue de la responsabilité de protéger » et qu'il y a « de dures leçons » à apprendre des interventions précédentes.



L'internationalisme néolibéral consiste donc à remanier ou manipuler le passé pour couvrir la crise du présent.

Les impérialistes américains sont toujours poussés à la folie par leur obsession à vouloir contrôler l'est de l'Europe pour isoler la Russie et libérer la voie pour la domination de l'Asie, tout en incitant les forces qui, de l'Ukraine aux pays baltes, font appel à la lie de la société, aux fascistes que l'humanité a su garder à l'écart au prix de grands sacrifices. Au nom de la protection des droits humains et des droits des minorités religieuses, les impérialistes s'affairent maintenant à redessiner les frontières qu'ils avaient eux-mêmes tracées au Moyen-Orient,

créant des enclaves de conflits sectaires qui leur offrent un passage assuré à la fois pour une présence militaire permanente et pour la défense d'intérêts privés dans le secteur de l'énergie. La vieille devise libérale de « diviser pour régner » est toujours à l'œuvre : les néolibéraux jouent la carte des droits humains de façon tout à fait partisane et ce faisant ils montrent ce qu'ils entendent lorsqu'ils disent vouloir « tirer les leçons de l'Afghanistan ».

Les pires dangers de guerre existent aujourd'hui et la crise du système impérialiste d'États ne peut que les aggraver. La crise des arrangements de l'Union européenne des monopoles a été exposée par ce qu'on appelle la « crise des réfugiés », où les plus grandes puissances rivalisent et collaborent pour apporter des solutions militaires ou « sécuritaires ». La prétendue solidarité de l'Europe, en particulier envers les pays plus petits et les populations les plus vulnérables, semble avoir disparu. L'Allemagne, la prétendue puissance humanitaire d'Europe, envoie des navires de guerre pour détourner les réfugiés, la France rase au sol ses pitoyables sanctuaires pour réfugiés tandis que la Grande-Bretagne blâme les autres et renonce à toute prétention humanitaire. Dans ce scénario, ce sont les pays qui sont eux-mêmes victimes de l'Europe des monopoles, comme la Grèce, qui invoquent en vain « notre responsabilité partagée envers nos voisins, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Union européenne, envers ces gens qui sont poussés au désespoir » et qui s'opposent aux interdictions cruelles et illégales.

La crise des arrangements européens est aussi une crise pour l'impérialisme américain en tant qu'Europe des monopoles. Ses cercles dominants sont eux-mêmes la création de l'OTAN et de ses pouvoirs policiers et ses cellules de terreur institués partout en Europe contre le mouvement ouvrier et contre la direction communiste. Ce n'est qu'en raison de cette crise, poussée à terme par cinq années de déstabilisation et de changement de régime dans tout le Moyen-Orient, que ces puissances sont maintenant forcées d'appuyer le processus de négociation en Syrie. Après avoir

créé ce qu'on dit être la pire crise humanitaire de l'histoire, la crise de l'édification nationale des puissances impérialistes a été exposée et de pair avec la cruauté, le racisme et la xénophobie chez elles, elles parlent maintenant du besoin de créer la stabilité et la sécurité « dans les régions qui génèrent des demandeurs d'asile ». Le génie est sorti de la bouteille et, la crise donnant lieu à des rivalités ouvertes, les solutions de désespoir qui sont offertes ne peuvent être autre chose que des solutions militarisées à des problèmes politiques.

Il n'y a rien de nouveau dans les solutions proposées aujourd'hui par les lumières de la politique étrangère libérale. Leur conception du monde est strictement géopolitique. Le problème auquel ils sont tous confrontés est la crise des arrangements de l'après-guerre qui, de leur propre aveu, n'ont pas réussi à préserver l'hégémonie impérialiste, et le fait que « les États fragiles et échoués » viennent maintenant les hanter aux frontières. Leur solution est le recours au renforcement militaire de l'OTAN et les préparatifs de guerre, l'augmentation des dépenses militaires et l'« adaptation » des institutions internationales à leurs visées.

Il n'est donc pas surprenant qu'on annonce la candidature du Canada comme membre non permanent du Conseil de sécurité après le spectacle donné par le premier ministre Trudeau à Washington, où il a montré au monde qu'il a fait cause commune avec les objectifs que préconise le président américain Barack Obama en cette fin de mandat à la présidence. Il s'est joint à Obama pour présenter l'image d'une colombe de paix qui livre un combat aux fauteurs de guerre, alors qu'ils continuent eux-mêmes sur la voie guerrière.

À cet égard, avec l'incertitude qui entoure le sort du pouvoir exécutif aux États-Unis, l'impression est donnée que lorsque Trudeau reprend le flambeau de l'internationalisme impérialiste néolibéral, il apporte un élément progressiste digne d'appui. Cela repose en grande partie sur les prétentions au sujet du « maintien de la paix » et de la « création de la paix » en ce XXI^e siècle, ou ce qu'on appelle « les opérations de paix ». Comme Obama, Trudeau parle maintenant du besoin de réinventer le maintien de la paix parce que les États ne « font pas leur part » au sein du cadre de l'ONU. Ils proposent de « moderniser » le maintien de la paix en le plaçant sous le contrôle direct des impérialistes américains et en l'intégrant à l'OTAN. Le Canada est déjà en train d'identifier les pays où il peut déployer des soldats dans ce genre d'opérations.

Quel rôle le Canada jouerait-il au Conseil de sécurité et pourquoi le jouerait-il ? Selon le discours internationaliste impérialiste néolibéral, le Conseil de sécurité de l'ONU est « dysfonctionnel » et « paralysé », non pas parce qu'il est dominé par les grandes puissances mais parce que certaines de ces puissances ont opposé leur veto, comme c'est leur droit en vertu des arrangements d'après-guerre. Ces arrangements leur ont donné un veto sur les décisions du Conseil de sécurité avec le mandat de réaliser la paix mais les internationalistes impérialistes néolibéraux l'ont utilisé pour avancer leur quête de domination mondiale en opposition aux intérêts des peuples du monde. Ils se plaignent que des « violeurs des droits humains » ont siégé au Conseil, sans s'inclure eux-mêmes, et protestent contre l'utilisation du Conseil de sécurité pour forcer l'État d'Israël à cesser ses crimes contre le peuple palestinien. Justin Trudeau prétend que le Canada « va chercher à être



conséquent et responsable » s'il devient membre du Conseil de sécurité, mais il est évident que Canada ne défendra pas une position indépendante ou une position de principe et ne sera pas un facteur de paix.

Le Canada qui envoie ses soldats à l'étranger depuis plus de 150 ans et dont les essors industriels ont profité des deux horribles guerres mondiales, ne peut que réexaminer le rôle de «maintien de la paix» qu'il s'est attribué en allant au fond des choses. Comment peut-il être une force de «maintien de la paix» s'il est membre de NORAD et de l'OTAN et s'il lie ses intérêts et son destin à ceux des États-Unis? Pour jouer un rôle de maintien de la paix, un pays doit avoir une politique étrangère de neutralité affirmative, il doit condamner tous les actes d'agression et d'intervention et les guerres injustes et il doit soutenir tous les mouvements qui ouvrent la voie au progrès social et à une paix durable dans le monde. On ne trouve aucune référence à l'étude de cette expérience dans les discours du premier ministre et du ministre des Affaires étrangères, sauf pour dire que la politique du «maintien de la paix» est applaudie par tout le monde, comme si c'était une vérité incontestée. Loin d'appeler au retrait de l'OTAN et de NORAD, ils parlent d'une plus grande participation à ces blocs militaires qui ne correspondent pas du tout à l'image d'un pays qui dit être pour le maintien de la paix.

Un pays qui maintient la paix ne peut avoir qu'un objectif, celui de réunir les conditions pour la paix sans être du même coup interventionniste et agresseur et sans défendre le militarisme et le fascisme. La neutralité positive en toute condition et circonstance doit être le mot d'ordre d'une force de maintien de la paix qui contribue à l'établissement d'un nouvel équilibre mondiale.



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca